

## L'entrée en vigueur du traité interdisant les armes nucléaires, un pas historique ou symbolique ?

Par [Audrey Parmentier](#), le 25/10/2020 à 06h12

Samedi 24 octobre, le traité rendant les armes nucléaires illégales a été ratifié par 50 pays et entrera en vigueur dans 90 jours. Cependant, l'absence des principaux détenteurs de l'arme atomique questionne la portée de ce texte.



? Ce traité interdisant les armes nucléaires marque-t-il un tournant ?

Le traité international prohibant les armes nucléaires va entrer en vigueur dans 90 jours à la suite de la ratification par un 50<sup>e</sup> pays (le Honduras) de ce texte, a annoncé l'ONU samedi 24 octobre. « *C'est historique, car les armes nucléaires ne pourront plus être perçues comme quelque chose de positif* », réagit Jean-Marie Collin, porte-parole de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), [prix Nobel de la paix 2017](#). « *La ratification du traité par 50 États montre bien qu'une majorité de pays veulent avancer vers le désarmement nucléaire.* »

Il aura fallu trois ans pour que ce traité, déjà approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unis en juillet 2017, entre en vigueur. Le texte prohibe l'utilisation, le développement, la production, les essais, le stationnement, le stockage et la menace d'utilisation de telles armes. « *Ce texte n'est pas symbolique puisque la violation du traité par les États signataires entraînera des sanctions* », estime Camille Cressent, doctorante en droit international public. Le texte a été porté par de nombreux pays en développement qui ne possèdent pas l'arme nucléaire. « *Ces États ont peur de l'arme atomique et surtout de ceux qui la possèdent* », poursuit-elle.

? Quelles sont les limites de ce texte ?

La portée de ce traité reste réduite par sa longue liste d'absents : la Chine, la Russie, les États-Unis, la France et les États-Unis. « *Ce traité n'aura aucune incidence directe sur les États non-signataires. Mais les pays qui l'ont ratifié espèrent que ce traité poussera les «grands» à s'aligner* », considère Camille Cressent. Selon le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), la Russie et les États-Unis détiennent, à eux deux, plus de 90 % des armes nucléaires dans le monde. « *Les États possédant l'arme atomique n'ont aucun intérêt à signer ce traité. Ils n'abandonneront jamais leur arsenal nucléaire* », analyse la spécialiste.

Désarmement nucléaire : Moscou refuse les conditions de Washington pour prolonger le traité New Start

La France constitue un exemple de pays où la politique de dissuasion nucléaire est au cœur de l'arsenal militaire. « *L'État français prévoit de consacrer 5 milliards d'euros pour les armes de destruction massive en 2021 avec un objectif de 6 milliards en 2024* », informe Jean-Marie Collin. Cependant, le porte-parole de l'ICAN veut croire que ce traité aura un impact – même limité – sur les principaux détenteurs de l'arme atomique : « *Ce texte va avoir comme effet de faire pression sur les États non-signataires en créant une stigmatisation politique et diplomatique. Ce dispositif va permettre d'accroître le débat autour des armes nucléaires au niveau national.* »

? Dans quel contexte ce traité interdisant les armes nucléaires s'inscrit-il ?

La question du désarmement a cristallisé les tensions récemment lorsqu'ont ressurgi des discussions animées entre la Russie et les États-Unis sur le traité américano-russe New Start. Conclu en 2010, celui-ci doit arriver à expiration en février 2021. Les deux pays n'arrivent pas à s'entendre, Moscou jugeant « *inacceptable* » le gel des arsenaux nucléaires proposé par Washington. « *Les Russes et les Américains entretiennent toujours ce climat de guerre froide* », regrette Camille Cressent.

Le président américain Donald Trump voudrait inclure la Chine dans le traité New Start

mais cette dernière refuse estimant qu'elle est encore loin des stocks des deux autres États. Ce traité américano-russe est considéré comme le dernier accord nucléaire en vigueur, contenant les arsenaux des deux pays en dessous de leurs sommets de la Guerre froide. En effet, en 2019, le président américain avait décidé de retirer les États-Unis du Traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) signé en 1986 entre Washington et Moscou. Donald Trump, accusait la Russie de l'avoir violé.

Audrey Parmentier